Aucun redressement possible de l'Ecole sans prise en compte des réalités des classes et sans la fin du mépris moral, social et salarial envers les professeurs

Les résultats des tests PISA 2025 publiés le mardi 9 septembre 2026 par l'OCDE (1) n'ont rien de surprenant et relèvent même de l'attendu compte tenu de la continuité de la politique éducative conduite depuis les trois derniers mandats présidentiels (celui en cours d'achèvement inclus) et ce en dépit des déclarations et actions (suivies d'effet ou non) de la kyrielle de ministres de l'EN qui se sont succédés ces dernières années. Les réformes menées depuis ne pouvaient pas avoir pour effet de remédier aux maux de l'Ecole française qui s'accumulent depuis plus de deux décennies :

- ➔ surcharges des missions confiées à l'Ecole chargée de remédier seule aux maux de la société et à la démission de certains parents d'élèves
- ➔ ingérence des parents et autres usagers de l'école
- ➔ chefs d'établissements et inspecteurs stigmatisant voire sanctionnant les professeurs donnant des notes trop basses à des copies vides ou presque
- ➔ classes surchargées et très hétérogènes (2)
- ➔ examens bradés pour favoriser l'estime de soi des élèves et non mesurer leur vrai niveau
- ➔ passage automatique d'une classe à la suivante, d'un cycle au suivant sans remédiation possible et efficace des lacunes qui dès lors s'accumulent
- ➔ injonctions à utiliser des méthodes pédagogiques « miraculeuses » issue des « résultats » des « recherches » en « sciences de l'éducation »
- ➔ injonction faites aux professeurs à pratiquer une impossible « différentiation pédagogique » dans des classes à 30 élèves et plus
- ➔ déconsidération des professeurs et de leur mission dans l'opinion publique
- ➔ rémunération en constante dégradation depuis 40 ans et absence de revalorisation sérieuse des professeurs (3)

  etc.

Mais l'actuel ministre E. Geffray, voyant qu'il n'est pas possible de dénoncer une politique vouée à l'échec permanent qu'il sait inchangée et inchangeable à laquelle il a participé activement par le passé (4), fait porter le chapeau de ces piètres performances à l'influence néfaste des seuls réseaux sociaux sur écran et du suivi insuffisant des parents sur la scolarité de leurs enfants (5). Il aurait dû constater que le Royaume-uni, lui aussi touché par ces problèmes, se hisse à la 8ème place de ce classement PISA alors que la France chute à la 28ème place.

Nous savons gré au ministre pour le moment de ne pas mettre en cause ouvertement les professeurs dans ce recul des performances scolaires françaises déjà visibles lors du classement TIMSS de 2023 (6) mais il donnerait des signes tangibles d'une volonté réelle de vouloir redresser la situation en :

- ➔ désavouant les propos de son actuelle DEGESCO sur la fin de la liberté pédagogique (7) des professeurs,
- ➔ s'opposant publiquement à ceux qui dénoncent « les vacances d'été trop longues » (8)
- ➔ nuançant le montant mirobolant de la rémunération « moyenne » des professeurs « vue » (en rêve?) par la DEPP (9)
- ➔ écoutant enfin les professionnels de terrain que sont les professeurs (10) et non les soit disant « experts » et autres prétendus « spécialistes » courtisans, n'ayant pour la plupart jamais enseigné dans le scolaire chargés de l'élaboration des réformes éducatives avec le désastre que l'on constate aujourd'hui.

Le ministre devrait aussi désavouer publiquement le rectorat de l'académie d'Aix-Marseille pour son infographie relative à la conduite à tenir pour ses agents qui seraient interrogés par la presse (11). Ce ne sont pas là de simples consignes de neutralité du service public mais un véritable bâillon mis sur la bouche des agents de l'EN pour leur retirer tout droit d'expression en toutes circonstances, et dissimuler les manquements dont l'administration est responsable.

Le ministre E. Geffray a cependant du mal à se débarrasser des vieux poncifs dans son billet sur X. Selon lui, il faudrait « mieux former nos professeurs » ! Pourtant, depuis que les IUFM et leurs avatars successifs ont permis la mainmise des « sciences de l'éducation » sur la formation initiale et continue des enseignants, la question de leur formation ne devrait plus se poser. Mais cette mainmise n'a contribué qu'à réduire drastiquement la liberté pédagogique des professeurs, sans résultats flagrants sur les performances des élèves, comme on le constate aujourd'hui avec PISA. Faudrait-il réduire davantage cette liberté et transformer les professeurs en simples répétiteurs et tuteurs comme le suggère l'actuelle DESGESCO ou en finir avec les pratiques actuelles ?

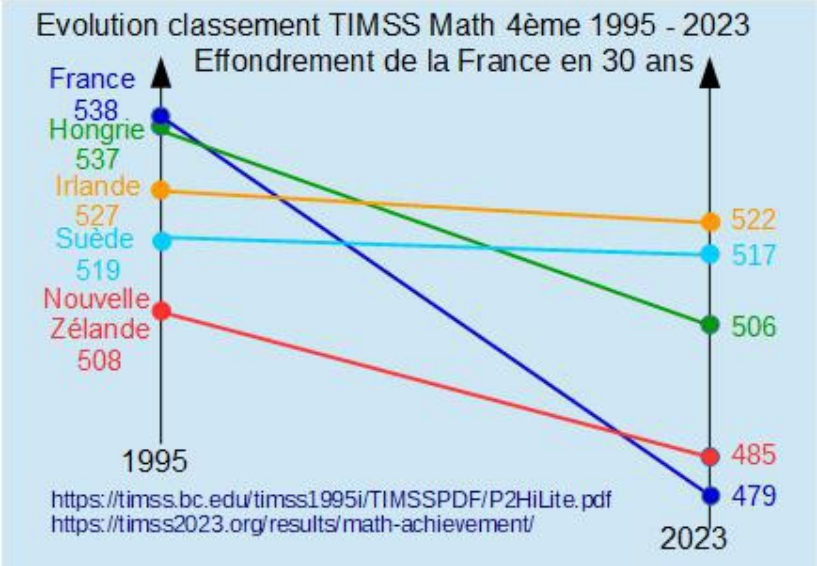
Même en fin de mandat, l'actuel ministre de l'EN peut encore fixer un cap pour le redressement de l'Ecole française mais dans cette hypothèse (improbable) ce cap devrait en outre être confirmé par la majorité qui sortira des urnes en 2027 pour espérer un effet positif sur le temps long que réclame toute réforme de l'Ecole. Le SAGES pense que le remède au déclin existe et consiste notamment :

- ➔ en des examens qui mesurent effectivement le niveau réel des élèves à la place de diplômes sans valeur certificative (brevet et bac)
- ➔ en la fin de la prise en compte du contrôle continu dans les examens
- ➔ dans la restauration de filières scientifiques et technologiques au lycée commençant dès la classe de seconde (jamais réformée en profondeur depuis 35 ans) pour préparer sur la durée l'entrée dans l'enseignement supérieur, au lieu de concentrer comme actuellement les prérequis de réussite dans le supérieur sur la classe de première et surtout la terminale
- ➔ dans la suppression des opérations d'orientation en fin de seconde, conséquence de la mesure précédente, ce qui ajouterait automatiquement au moins 2 semaines de cours en juin pour terminer les programmes scolaires dans la sérénité.
- ➔ à faire respecter par les rectorats le caractère exceptionnel de l'affectation des agrégés en collège et leur affectation prioritaire en lycée
- ➔ à évaluer les principaux de collège et les proviseurs de lycée sur la réussite ultérieure des élèves sortis de leurs établissements (12)

Un test prochain de la volonté du ministre et du gouvernement de leur réelle volonté de redresser la situation sera le nombre de suppressions de postes d'enseignants à la rentrée 2027 lors de la prochaine présentation du budget. S'il est du même ordre de grandeur que ce qu'engendre la baisse du nombre d'élèves, c'est que le gouvernement assumera le maintien du nombre actuel d'élèves par classe, le plus élevé d'Europe, et ne souhaite décidément pas améliorer les conditions de travail des élèves et de leurs professeurs.

1 https://www.oecd.org/fr/publications/resultats-du-pisa-2025-volume-i-version-abregee_72cbf7bd-fr.html et https://www.education.gouv.fr/sites/default/files/document/depp-ni-2026-40pisa-mathspdf-520231.pdf
2 https://www.vie-publique.fr/en-bref/287694-systeme-educatif-comparaison-entre-les-pays-de-lunion-europeenne
3 https://www.oecd.org/fr/publications/les-fondements-de-la-croissance-et-de-la-competitivite-2026_df51b240-fr/full-report/france_a5a2f8a3.html
4 Et à laquelle il a participé en tant que DEGESCO pendant le long ministère Blanquer https://le-sages.org/documents2/Lettre_Geffray_professeurs_janv2026.pdf, confirmée par l'affichage en trompe l'oeil

d'un retour de l'exigence au baccalauréat :
https://le-sages.org/documents2/Revalorisation_cosmetique_bac_decembre2025.pdf
5 https://x.com/EdouardGeffray/status/2097237142892077199
6



7 https://le-sages.org/documents2/DGESCO_fin_liberte_pedagogique.pdf
8 https://le-sages.org/documents2/Reduction_vacances_ete_casernement_prof.pdf
9 https://www.letudiant.fr/educpros/actualite/remuneration-des-enseignants-un-salaire-qui-divise.html mais aussi gonfler artificiellement le montant de la retraite des professeurs :
https://le-sages.org/documents2/Fausses_infos_retraites_enseignants.pdf
10 La consultation des professeurs, si elle a lieu, est toujours réduite à des questionnaires orientés dans le sens de la réforme proposée et en temps très limité.
11 https://www.cafepedagogique.net/2026/09/08/si-vous-etes-sollicite-par-la-presse-une-fiche-du-rectorat-pour-verrouiller-la-parole-face-a-la-presse/
12 Voir la proposition du SAGES dans sa contribution à la commission sénatoriale sur la capacité des universités française à garantir et renforcer l'excellence académique (paragraphe 1) https://le-sages.org/documents2/Contribution_SAGES_Commission_Senat_excel_acad_univFR.pdf
https://le-sages.org/documents2/Contribution_SAGES_enquete_Cours_comptes_CPGE2026.pdf